



débat



mercredi 19 novembre

20h00 - salle Picasso - Agen
(à côté du Stadium)

« contre la précarité des jeunes »

avec Hugo **Pompougnac**
secrétaire national des étudiants communistes

Les jeunes en Lot-et-Garonne

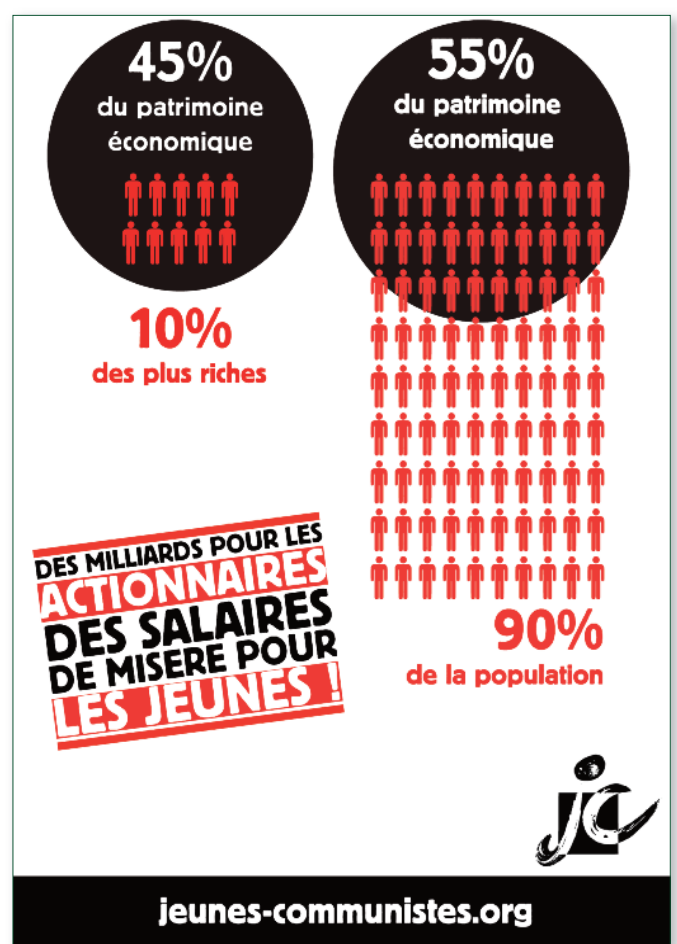
À l'heure où le chômage est en augmentation constante en France (en ce moment le taux de chômage atteint les 10,5 %), penchons-nous sur la situation en Lot-et-Garonne et plus particulièrement sur Agen. Le Lot-et-Garonne est un département sinistré par le chômage; le taux y était déjà de plus de 13 % en 2011, date du dernier recensement de l'INSEE. La situation risque d'empirer avec les fermetures successives des entreprises, notamment en Fumélois. Les chiffres qui nous intéressent particulièrement sont ceux qui concernent la jeunesse agenaïse (nous utiliserons ici les données de l'INSEE). Tout d'abord, on constate une augmentation des 15-29 ans résidant à Agen. Les jeunes représentent ainsi 8,6 % de la population agenaïse (20410 habitants ont entre 15 et 29 ans), ce qui est loin d'être négligeable. Ces jeunes, installés à Agen, subissent un taux de chômage de 25 % pour les hommes, de 30 % pour les femmes. On parle ici des chiffres de 2011, on peut imaginer que par la politique d'austérité nationale que nous subissons (et plus particulièrement les jeunes), ces chiffres risquent d'être en hausse au prochain recensement de la ville. Ce dernier étant réparti sur cinq années, nous aurons un œil sur les chiffres de 2016...

Un questionnaire que nous proposons en ce moment aux jeunes habitants d'Agen, montre combien ils sont inquiets pour leur avenir, dans ce climat plus que morose. Lorsque nous allons à la rencontre des étudiants, ils mettent en avant leurs inquiétudes, voire leur stress face au chômage et à la crise que nous traversons. Nombreux sont ceux qui quitteront le Lot-et-Garonne pour trouver un emploi. ■

(suite de la page 6) **En cette année 2014, la situation semble critique. Quelles sont les mesures prônées par l'UEC pour faire face aux dérives libérales qui conduisent les étudiants, et en général les jeunes, à vivre dans un état de précarité constant accompagné bien souvent d'aucune perspective d'avenir?**

Au-delà du salaire pour les étudiants, nous proposons de construire et de rénover en masse les logements sociaux. Nous proposons également de nationaliser les résidences construites ces dernières années par des bailleurs spéculateurs,

comme Foncia, qui, non contents de spéculer sur la précarité des jeunes, ont profité de crédits d'impôts gigantesques pour construire leurs bâtiments. En effet, le logement est une composante fondamentale de la précarité étudiante. Parce qu'il est cher, d'abord, alors que nous pouvons nous donner les moyens d'en contrôler les loyers et de mettre fin à l'enrichissement indécent de certains sur le dos des jeunes. Parce qu'on y passe la moitié de son temps, et qu'ensuite, on ferme les perspectives de toute une génération quand on l'enferme dans des cages à lapin. ■



Alexia **Estay**

Solidarité Palestine

La Suède ouvre la voie

« Aujourd'hui, la Suède prend la décision de reconnaître l'État palestinien ». C'est en ces termes que la ministre des Affaires étrangères a annoncé la décision historique prise par le gouvernement suédois. Cette date du 30 octobre restera, sans aucun doute, gravée dans l'histoire politique suédoise.

En prenant cette décision politique courageuse mais juste, la Suède devient ainsi le premier État membre de l'union européenne, à reconnaître officiellement l'État palestinien. Pour les jeunes communistes de Lot-et-Garonne, cette décision est synonyme d'espoir mais également d'exigence. Exigence vis-à-vis de l'État français qui doit s'engager résolument à reconnaître l'État palestinien. « Je prendrai des initiatives pour favoriser, par de nouvelles négociations, la paix et la sécurité

entre Israël et la Palestine. Je soutiendrai la reconnaissance internationale de l'État palestinien ». Ces paroles, nous rappellent les jeunes communistes, datent de 2012, et constituaient l'engagement 59 de la campagne de François Hollande lors de l'élection présidentielle. L'organisation de jeunesse demande, avec force, que le président de la République et son gouvernement respectent les engagements pour lesquels ils ont été élus. Alors que la Grande-Bretagne, l'Irlande ou encore l'Espagne

ont mis le sujet à l'ordre du jour parlementaire, la France restera-t-elle sur le banc des nations qui continuent de soutenir un pays coupable de crimes de guerre? Pour les jeunes communistes agenais, le cas du peuple palestinien est un sujet majeur de nos préoccupations. Ils se battent depuis de nombreuses années pour que le droit international soit respecté. Selon eux, la décision de l'État suédois le confirme: il faut respecter le droit des Palestiniens à l'autodétermination et reconnaître l'État palestinien sur les frontières de 1967, comprenant la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est comme capitale.

Alors que l'État français s'est montré frileux durant l'opération « *bordure protectrice* », François Hollande allant même jusqu'à déclarer qu'il appartenait « *au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population* ». Il dispose aujourd'hui d'une chance. Les jeunes communistes de Lot-et-Garonne s'associent à l'initiative de la sénatrice écologiste, Esther Benbassa, ainsi qu'aux députés du Front de gauche qui ont demandé au président de l'Assemblée nationale que la résolution relative à la reconnaissance de l'État palestinien soit inscrite à l'ordre du jour. ■



La social-démocratie, une force du passé? 1

Philippe Marlière

Le parti social-démocrate a historiquement rempli trois objectifs majeurs:

- il a établi des liens étroits avec la classe ouvrière (par le biais des syndicats);
- il a intégré la classe ouvrière aux régimes capitalistes;
- il a capté une large part du vote des classes moyennes.

Dans les trois décennies qui suivent la fin de la deuxième guerre mondiale (1945-1973), la social-démocratie européenne (il faut ici préciser du nord de l'Europe) a remporté des victoires électorales significatives et a occupé le pouvoir. À partir des années soixante-dix, le compromis social-démocrate a été bousculé par la forte progression du néolibéralisme aux États-Unis et au Royaume-Uni, et l'apparition de nouvelles problématiques dans le champ des idées de gauche. La social-démocratie a répondu à ces défis avec un triple axe programmatique:

- un axe classique s'est préoccupé de croissance économique et d'emploi;
- un deuxième axe a tenté de s'appropriier les thèmes postmatérialistes et antiautoritaires les plus populaires dans l'opinion (défense de l'environnement, sécurité alimentaire, liberté sexuelle, égalité homme femme);

● le troisième axe était d'inspiration néolibérale (stabilité monétaire, compression des dépenses publiques, privatisations, baisse des impôts, État social restreint mais « actif »). Après les brèves expériences néokeynésiennes du PS français (1981-1982) et du PASOK grec (1981-1984), la social-démocratie a mis en œuvre des politiques néolibérales. Cette conversion de fait a d'abord été passée sous silence, voire niée (Lionel Jospin et la « parenthèse de la rigueur » en 1982).

Au milieu des années quatre-vingt-dix, Tony Blair a revendiqué le nouveau cours économique et a nommé cette nouvelle synthèse sociale-démocrate « troisième voie ». S'il s'est démarqué de l'ultralibéralisme hayékien, ce nouveau compromis a rejeté l'interventionnisme d'État et les politiques redistributrices de la social-démocratie des années soixante/soixante-dix. Le gouvernement de la Gauche plurielle de Lionel Jospin (1997-2002), en dépit d'un discours de gauche plus traditionnel et de politiques combattues par les tenants de l'orthodoxie néolibérale (la réduction du temps de travail), ne s'est pas écarté de manière significative du type social-libéral (Pacs, parité hommes femmes, baisse des impôts, privatisations, acceptation du pacte de stabilité européen). (suite la semaine prochaine) ■